



Institut  
François  
Mitterrand

FONDATION RECONNUE  
D'UTILITÉ PUBLIQUE

SFHP SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
D'HISTOIRE POLITIQUE



# François Mitterrand : itinéraires africains avant la V<sup>e</sup> République

Colloque organisé par l'Institut François Mitterrand  
et la Société française d'histoire politique

📅 **Judi 30 novembre et  
vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2023**

📍 Académie des sciences  
d'Outre-mer  
**15 rue La Pérouse  
Paris 16<sup>e</sup>**

**Inscription**

**Inscription gratuite obligatoire  
avant le 29 novembre 2023**

Arrivée de François Mitterrand, ministre des Anciens Combattants, à l'aéroport de Maison-Blanche, Alger, 19 septembre 1947. Collection Gilbert Mitterrand - Droits réservés.

La politique africaine du président François Mitterrand est le plus souvent étudiée par rapport à celle de ses prédécesseurs à l'Élysée. La focale se porte volontiers sur l'actualité africaine de la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, avec le regain de la Guerre froide et des interventions militaires françaises, et sur la matrice gaullienne de la coopération franco-africaine à la suite des indépendances. La grille de lecture continuité/rupture – qui a sa pertinence – ne doit cependant pas faire oublier que les connaissances et les réflexions de François Mitterrand sur l'Afrique ne sont pas nées avec son accession à la présidence de la République en 1981 ni même avec la V<sup>e</sup> République en 1958. La rencontre de François Mitterrand avec le continent africain, du moins avec ses territoires français, est antérieure et peut se situer, au-delà de la connaissance commune autour d'une France impériale, au seuil des années 1950 sous la IV<sup>e</sup> République<sup>1</sup>.

C'est au sein de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) que le député François Mitterrand se familiarise avec les questions africaines au moment où le processus de décolonisation secoue l'Union française. Avec l'autre grand leader de ce parti-charnière des majorités parlementaires, René Pleven, il est l'artisan, en octobre 1950, du désapparetement du Rassemblement démocratique africain (RDA) avec le Parti communiste français, et de son alliance avec l'UDSR. Au-delà des calculs politiques propres à un régime d'assemblée, cet arrimage du RDA et de son charismatique leader, l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, à la République française s'avère fondamental. Jusqu'alors traité comme un parti menaçant l'intégrité de l'Union française par l'administration coloniale, le RDA devient, aux côtés de l'UDSR de François Mitterrand, une formation-clé des élus ultramarins au Parlement et plus généralement dans la vie politique française.

## Membres du comité de pilotage

Frédéric Turpin,  
professeur à l'Université Savoie Mont-Blanc

Frédéric Bozo,  
professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle

Noëlline Castagnez,  
professeure à l'Université d'Orléans

Anne-Laure Ollivier,  
professeure en CPGE littéraires

Jenny Raflik-Grenouilleau,  
professeure à l'Université de Nantes

Sébastien Repaire,  
responsable des activités scientifiques - IFM

Gilles Richard,  
professeur émérite à l'Université Rennes 2

[www.mitterrand.org](http://www.mitterrand.org)

<sup>1</sup> Parmi les nombreux biographes de François Mitterrand, Éric Duhamel est l'un de ceux qui se sont le plus intéressés à cette dimension. Voir : Éric Duhamel, *François Mitterrand. L'unité d'un homme*, Paris, Flammarion, 1998.

## Jeudi 30 novembre 2023

- 9h30 **Ouverture**  
**Mot d'accueil** : Frédéric Bozo, président du Conseil scientifique de l'Institut François Mitterrand, et Gilles Richard, président de la Société française d'histoire politique.  
**Présentation du colloque** : Anne-Laure Ollivier.
- 10h **Hommes et réseaux au temps de la France impériale**  
**Présidence** : Gilles Richard  
**Éric Roussel** (Institut de France), *L'Afrique et la IV<sup>e</sup> République dans la carrière de François Mitterrand.*  
**Judith Bonnin** (Université Bordeaux Montaigne), *Les premiers voyages africains de François Mitterrand.*  
**Anne-Laure Ollivier** (CPGE), *François, Gaston, Alain et les autres « libéraux » en matière coloniale.*  
**Julien Héлары** (Académie de Strasbourg), *François Mitterrand et les administrateurs de la FOM.*
- 14h00 **Quelle politique pour quel territoire ?**  
**Présidence** : Christine Manigand  
**Vincent Joly** (Université Rennes 2), *François Mitterrand et la Côte d'Ivoire.*  
**Jacques Frémeaux** (Académie des sciences d'Outre-mer), *François Mitterrand et l'Algérie.*  
**Pierre Vermeren** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), *François Mitterrand et le Maroc.*  
**Jérémy Guedj** (Université Côte d'Azur), *François Mitterrand et la Tunisie.*  
**Frédéric Fogacci** (Fondation Charles de Gaulle), *François Mitterrand et les radicaux.*

## Vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2023

- 9h00 **Des réformes pour quel avenir ?**  
**Présidence** : Noëlline Castagnez  
**Fabien Bartolotti** (Université Aix-Marseille), *François Mitterrand et le développement industrialo-portuaire de l'Afrique coloniale.*  
**Thomas Leyris** (Université de Lille), *François Mitterrand et la radiodiffusion outre-mer.*  
**Yves Montarsolo** (CPGE lycée Saint-Exupéry, Marseille), *François Mitterrand et l'idée d'Eurafrrique.*  
**Frédéric Turpin** (Université Savoie Mont-Blanc / Académie des sciences d'Outre-mer), *François Mitterrand et l'idée de Communauté franco-africaine.*
- 14h00 **François Mitterrand, l'Afrique et le jeu politique métropolitain**  
**Présidence** : Jenny Raflik-Grenouilleau  
**Christian Bougeard** (Université de Bretagne Occidentale), *François Mitterrand, René Pleven et l'Afrique.*  
**François Audigier** (Université de Lorraine), *François Mitterrand et l'Afrique face aux gaullistes.*  
**Gilles Richard** (Université Rennes 2 / Société française d'histoire politique), *François Mitterrand et le Rassemblement démocratique africain (RDA).*
- Conclusions** : Frédéric Turpin.

## FRANÇOIS MITTERRAND : ITINÉRAIRES AFRICAINS AVANT LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Colloque organisé par l'Institut François Mitterrand et la Société française d'histoire politique



Cet événement majeur ouvre les voies à une évolution pacifique de l'AOF et de l'AEF vers les indépendances, même si l'objectif n'est pas alors celui-là. Cela pose également François Mitterrand sur la scène franco-africaine comme l'un des leaders de l'aile « libérale » qui entend promouvoir des évolutions pacifiques dans les territoires africains – plus de participation politique des Africains et développement économique et social – au sein d'un grand ensemble français voire, un jour, franco-africain. Ses positions, tant en Afrique subsaharienne que par rapport à l'évolution des protectorats du Maroc et de la Tunisie, lui valent déjà de fortes oppositions, en particulier de la part du Rassemblement du peuple français (RPF) du général de Gaulle, gardien vigilant de l'empire.

De juillet 1950 à août 1951, François Mitterrand a l'occasion de mettre en application ses conceptions en tant que ministre de la France d'Outre-mer dans les gouvernements de René Pleven (I) et Henri Queuille (III). Son passage rue Oudinot est essentiel car il fait de lui, au-delà des arcanes des assemblées parlementaires, un spécialiste des questions ultramarines. Celles-ci constituent même, au cours des années suivantes et au gré de ses différents postes ministériels, sous les gouvernements d'Edgar Faure (I), Pierre Mendès France puis Guy Mollet, l'un des fils conducteurs de son engagement politique qui l'ancre de plus en plus au centre gauche de l'échiquier politique. Lorsqu'au milieu des années 1950, la nécessité de réformer le titre VIII de la Constitution (« De l'Union française ») se fait plus impérieuse, compte tenu de l'évolution des revendications nationalistes africaines, il s'investit pleinement dans ce débat qui engage alors l'avenir de la République française. Il publie deux ouvrages sur ce sujet : en 1953, *Aux frontières de l'Union française. Indochine-Tunisie*, et surtout en 1957, *Présence française et abandon*. François Mitterrand s'y fait, comme au sein de l'Assemblée nationale, le chantre d'une « Communauté fédérale (...) des plaines de Flandre aux forêts de l'équateur » organisée autour d'un pouvoir centralisé fortement structuré à Paris »<sup>1</sup>. Le 4 février 1958, il dépose en ce sens un projet de résolution prévoyant la création d'une « Communauté franco-africaine ». Conscient de la poussée des nationalismes africains, il espère pouvoir trouver les formules juridiques permettant de faire adhérer les élites africaines au maintien d'un grand ensemble franco-africain à vocation fédérale.

C'est bien dans cette conception d'ensemble qu'il analyse, dès le début des années 1950, la question du devenir du Maroc et de la Tunisie. Opposé à la politique de force, il se montre partisan de solutions permettant la pérennisation des liens entre la France et ses protectorats sous des formes politico-institutionnelles renouvelées. Sur l'Algérie, en revanche, il donne à voir un autre visage. Comme ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Pierre Mendès France, il participe, à la suite de la « Toussaint rouge », à la répression des mouvements nationalistes algériens, de même qu'en tant que Garde des Sceaux du gouvernement de Guy Mollet. Ce qui ne l'empêche pas de réclamer une solution avant tout politique au conflit qui passe d'abord, selon lui, par de profondes réformes économiques et sociales en faveur des populations algériennes.

Le colloque organisé par l'Institut François Mitterrand et la Société française d'histoire politique entend revenir sur ces aspects moins connus de la vie politique de François Mitterrand. Il s'agira d'analyser ses conceptions politiques ultramarines, libérales pour l'époque, qui appellent à des évolutions progressives et mutuellement profitables. Des options politiques fortes qui lui valurent de violentes oppositions et des tentatives de déstabilisation comme « l'affaire des fuites ». Pour autant, ce libéralisme n'admettait pas encore l'indépendance des territoires de l'Union française et laissa place à l'option répressive dans la guerre d'Algérie.

Ce faisant, il s'agira de comprendre en quoi François Mitterrand est représentatif de générations politiques qui croyaient à la « plus grande France » et de quelle manière il participa au maintien d'un grand ensemble franco-africain centré autour de la France et intégré à l'Europe en voie de construction. Ce colloque sera enfin l'occasion de réévaluer la place de l'Afrique dans l'itinéraire politique de François Mitterrand, d'analyser les réseaux qu'il construisit à cette occasion, et la façon dont il conjuga intérêts politiques, impératif de puissance et sens de l'État. Cette expérience inaugurale et sans doute matricielle ne saurait être ignorée dès lors que l'on s'intéresse à la politique africaine du leader de la gauche et du président de la République dans la période post-coloniale.

## FRANÇOIS MITTERRAND : ITINÉRAIRES AFRICAINS AVANT LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Colloque organisé par l'Institut François Mitterrand et la Société française d'histoire politique



<sup>1</sup> François Mitterrand, *Présence française et abandon*, Paris, Plon, 1957, p. 237.

# FRANÇOIS MITTERRAND : ITINÉRAIRES AFRICAINS AVANT LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Colloque organisé par  
l'Institut François Mitterrand et  
la Société française d'histoire  
politique



Institut  
François  
Mitterrand

FONDATION RECONNUE  
D'UTILITÉ PUBLIQUE

33 rue du Faubourg-Saint-Antoine  
75011 Paris

Tél. +33 1 44 54 53 93  
ifm@mitterrand.org

**SFHP** | SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
D'HISTOIRE POLITIQUE

Avec le soutien de l'Académie des sciences d'Outre-mer,  
du laboratoire Intégration et Coopération dans l'Espace Européen  
(ICEE) et du laboratoire Arènes (UMR 6051)

[www.mitterrand.org](http://www.mitterrand.org)